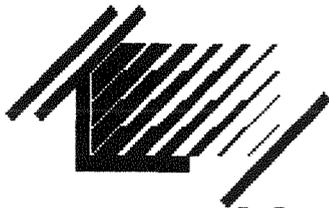


CONSULTATION SUR PLACE
OUI

PRET
NON

PEB
NON

1584



enssib
Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques

**Diplôme Professionnel Supérieur en Sciences de l'Information et des
Bibliothèques**

Rapport de stage

**Conception d'outil d'information et de recherche sur les
rapports de mission du CIEDEL**

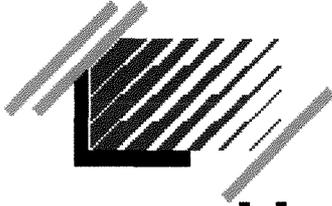
Marie - Reine COSSI née LISHOU

Sous la direction de

Madame Marie-Christine BIVERT
Responsable du CIEDEL DOCUMENTATION
30 Rue Sainte HELENE 69002 LYON

Année 1998-1999





ensib

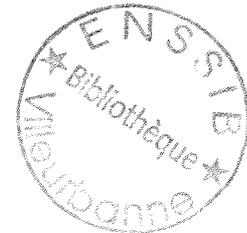
Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques

**Diplôme Professionnel Supérieur en Sciences de l'Information et des
Bibliothèques**

Rapport de stage

**Conception d'outil d'information et de recherche sur les
rapports de mission du CIEDEL**

Marie - Reine COSSI née LISHOU



Sous la direction de

Madame Marie-Christine BIVERT
Responsable du CIEDEL DOCUMENTATION
30 Rue Sainte HELENE 69002 LYON

Année 1998-1999

1999
DPS SI
1

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION	5
1. PRESENTATION DU CIEDEL	6
2. LES DIFFERENTS SECTEURS PRODUCTEURS DE DOCUMENTS OU D'INFORMATIONS	8
2.1. Le secteur de formation	8
2.2. Le secteur d'étude et d'appui	9
2.3. Le secteur de communication	9
2.4. Le centre de documentation	10
2.4.1. Le fonds documentaire	10
2.4.2. Les produits documentaires	10
2.5. Le secteur de la recherche	12
2.6. Réseau d'appui à la coopération décentralisée : RESACOOOP	12
3. PARTENARIAT : RESEAU DES PARTENAIRES	14
3.1. Partenaires du Nord (Le Groupe Initiatives)	14
3.2. Partenaires du Sud (Le Programme Concerté de Formation)	16
4. TRAVAIL ELABORE DURANT LE STAGE	17
4.1. Pourquoi ce travail ?	17
4.2. Mission du CIEDEL	17
4.3. Organisation du travail	20
4.4. Réseau RITIMO et son Thesaurus	22
4.5. Analyse et résumé sur les rapports de mission	24
5. INTERET POUR LA STRUCTURE DE LA CONSTITUTION DE CES OUTILS	26
CONCLUSION	27
BIBLIOGRAPHIE	28
LISTE DES ANNEXES	29

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Madame Marie-Christine Bivert, responsable du centre de documentation du CIEDEL, qui a bien voulu m'accueillir en tant que stagiaire pour quatre mois.

Je remercie également les autres membres du CIEDEL pour leur gentillesse et leur sympathie, et particulièrement l'équipe de la direction.

Que soit également remercié, tout le corps enseignant de l'ENSSIB, plus particulièrement Monsieur M. HASSOUN et Madame S. CHEVILLOTTE pour leur soutien moral lors de mon hospitalisation.

COSSI Marie-Reine *Conception d'un outil d'information et de recherche sur les rapports de mission du CIEDEL.* Rapport de stage : DPSSIB : ENSSIB : 1999. 29 p.

Résumé

L'Information pour le développement est vitale pour l'Afrique, et pour d'autres Pays. La connaissance des missions engagées par le CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local) a été sentie nécessaire pour retracer la mémoire des actions entreprises. Le CIEDEL a trouvé nécessaire de disposer d'avoir une mémoire de ses missions réalisées

Le centre de documentation a été chargé d'élaborer un outil qui met en exergue les missions réalisées, les domaines d'interventions, le financement et les expériences acquises depuis 10 ans. Cet outil d'information et de recherche permettra au CIEDEL de répondre efficacement aux nouvelles offres.

Mots clés

DEVELOPPEMENT LOCAL, AIDE AU DEVELOPPEMENT;
DECENTRALISATION; ASSISTANCE TECHNIQUE; PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT; RITIMO; CIEDEL; MISSION; INFORMATION;
PED

Abstract

Information for development is vital for Africa and other countries. The CIEDEL has felt the need to establish a data base of its various support and evaluation expertise works abroad.

The CIEDEL Information Centre has been asked to develop a tool which combines the number, the domaine of intervention, the financial aspect and the experiences acquired over the last 10 years. This information and research tool will enable the CIEDEL to respond efficiently to new tenders.

Keywords

DEVELOPING COUNTRIES. LOCAL DEVELOPMENT; RITIMO;

INTRODUCTION

Le document rend compte du stage effectué au centre de documentation du CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement local) du 1^{er} juin au 30 septembre 1999.

La première partie du rapport porte sur la présentation du CIEDEL en tant qu'Institut de formation, centre d'études et d'appui, organisme de recherche, et lieu de publication.

La seconde partie informe sur les secteurs producteurs de documents ou d'informations.

La troisième partie traite du partenariat du CIEDEL avec les missions effectuées.

La quatrième partie présente le travail élaboré durant le stage, et l'intérêt pour la structure des outils réalisés

1. PRESENTATION DU CIEDEL

Le CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local), est un institut universitaire dépendant de l'Université Catholique de Lyon. Né en 1991, il s'est substitué à l'Institut d'Etudes Sociales de Lyon (l'IESL). Cette création trouve son origine dans la volonté des membres de l'IESL, d'en modifier la vocation. Il s'agissait d'intensifier les activités de recherche et de formation sur la conduite des programmes de développement local et d'abandonner l'activité de formation sanitaire et sociale.

Institut universitaire par son histoire, opérateur de développement par sa pratique, le CIEDEL est destiné aux étudiants ou professionnels de tous les pays du monde, justifiant d'un niveau de baccalauréat plus deux ans, et d'au moins deux années d'expérience professionnelle dans le développement. local, (Nord ou Sud)

L'enseignement se déroule en deux ans. Les cours sont dispensés en français. Le personnel enseignant est constitué d'universitaires, de techniciens, et de professionnels de terrain.

Le CIEDEL est à la fois un organisme de formation, d'études et d'appui, de recherche, et de publication.

Organisme de formation : il s'adresse à des professionnels du développement, du Nord comme du Sud. Centré sur les différents domaines du développement local, il propose à la fois réflexion, apports méthodologiques et production d'outils.

Organisme d'études et d'appuis : il réalise des travaux d'études ou d'évaluation et un accompagnement sur le terrain : appuis méthodologiques, évaluations concertées, études conjointes, capitalisation et recherche appliquée sur les évolutions en cours : relations ville-campagne, décentralisation, place des femmes dans le développement, partenariat...

Organisme de recherche : il est en relation avec les autres secteurs, et organise la synthèse des études réalisées avec les différents partenaires.

Organisme de publication : Le CIEDEL a publié de 1988 à 1996 la revue trimestrielle “Histoires du Développement”(HdD). Les articles de la revue ont été écrits par des responsables d’Organismes Non Gouvernementales (ONG), des décideurs, des chercheurs, avec également la participation des étudiants

Tous ces Secteurs complémentaires qui compose le CIEDEL œuvrent pour un objectif commun : la promotion du développement.

2. LES DIFFERENTS SECTEURS PRODUCTEURS DE DOCUMENTS OU D'INFORMATIONS

2.1. Le secteur de formation

Le secteur de formation du CIEDEL forme des cadres de terrain du développement local, venus des cinq continents pour améliorer leur pratique et leur réflexion : chaque année 15 à 20 pays sont représentés. Le secteur a pour mission d'améliorer la capacité des acteurs à concevoir et à conduire des programmes de développement local. La formation est à la fois théorique et pratique, elle s'organise autour de modules thématiques. Les modules de formation sont les suivants :

- Stratégies des acteurs de développement local
- Problématique de l'action et méthode d'analyse
- Gestion des projets de développement
- Mondialisation, décentralisation et développement local
- Gestion des conflits
- Outils de communication, outils de développement
- Diagnostic pour l'action ; de la problématique au diagnostic
- Formation d'adultes
- Méthodologie de planification du développement local
- Appui à la création d'activités économiques
- Evaluation des actions de développement
- Stages d'application en milieu professionnel
- Synthèse du parcours de formation.

La pédagogie utilisée est une pédagogie active basée sur la valorisation des expériences, l'alternance des méthodes de travail et la formation par l'action.

Valorisation des expériences

- échanges et capitalisation des expériences professionnelles des participants,
- analyse critique des outils et des méthodes de chacun,
- valorisation des échanges interculturels,
- réalisation d'un travail de recherche à partir des questions posées par sa pratique.

Alternance des méthodes :

- travail de groupe, travail individuel et apports de connaissances,
- travail en salle et réalisation des stages,
- apprentissage de méthodes et production d'outils,
- approches transversales et apports disciplinaires.

Formation par l'action :

- stages individuels et collectifs en situation professionnelle,
- production d'outils et de méthodes,
- production de travaux écrits, d'exposés oraux et de travaux de groupe, pour chaque module.

Les stages collectifs donnent lieu à la rédaction d'un rapport de groupe, et les stages individuels à un rapport écrit soutenu devant un jury pour l'obtention de leur diplôme.

2.2. Le secteur d'étude et d'appui

Ce secteur collabore sur le terrain avec ceux qui mènent ou qui désirent mener des actions de développement. Il intervient de deux manières différentes :

- A la demande, et aussi de façon ponctuelle pour des actions de formation, d'évaluation
- Pour des études diverses à moyen ou à long terme, dans le cadre d'une politique de partenariat, avec des institutions locales du Sud. Chaque étude réalisée donne lieu à un rapport écrit.

2.3. Le secteur de communication

Ce secteur conçoit et réalise des outils informatiques et audiovisuels à usage externe : films et matériel pédagogique réalisés pour d'autres organismes.

Dans le passé, il a élaboré pour le CIEDEL, des courts métrages dont le contenu a été publié dans la revue « Histoires de développement » du CIEDEL (sous forme d'articles). Il assure un module d'enseignement dans le cadre de la formation aux étudiants.

Il s'agit d'un module de formation aux outils de la communication.

A la fin de la 2^{ème} année, chaque étudiant doit proposer un mini enregistrement vidéo. Le secteur participe aux acquisitions devant constituer le fonds audiovisuel du centre de documentation sur les pratiques de développement.

2.4. Le centre de documentation

Il est ouvert du lundi au vendredi de 13 heures à 18 heures, et fermé le mardi.

2.4.1. Le fonds documentaire

Le fonds documentaire du CIEDEL couvre l'ensemble des sujets propres ou connexes au développement. Il comprend des documents traitant des problèmes sociaux, politiques, économiques et culturels en Afrique, Amérique latine, Asie, et des relations Nord-Sud.

Le fonds compte près de 9000 ouvrages en langue française, anglaise et espagnole, 200 abonnements vivants et plus de 200 dossiers de presse. Il compte également des bases de données informatisées (RITIMO et DPH). (Voir annexe n°1)

Il s'enrichit chaque année de documents produits par les Organisations Internationales, les Organisations Non Gouvernementales, les Instituts de Recherche, les Editeurs privés, les Ministères français. Chaque jour le centre reçoit une dizaine de documents envoyés par pli postal par diverses organisations sans compter ceux achetés.

2.4.2. Les produits documentaires

Trois sortes de catalogues sont élaborés.

◆ *Le catalogue annuel*

Le catalogue annuel des documents audiovisuels élaboré en collaboration avec le secteur de communication, le catalogue des périodiques, et le catalogue des rapports des étudiants. Ces catalogues permettent aux formateurs et aux étudiants de sélectionner des documents, les premiers pour illustrer leurs cours, les seconds leurs exposés.

◆ *Les bulletins bibliographiques*

Ces bulletins trimestriels, conçus par le CIEDEL Documentation, contiennent les notices bibliographiques des ouvrages et des articles de périodiques dépouillés par le réseau RITIMO et présents dans le fonds du centre. Ce produit documentaire comprend

des index thématiques, géographiques, et par auteur, classés par terme générique (exemples : Agriculture, Développement, Culture...) et par auteur. Il constitue un bon moyen, pour l'utilisateur, d'effectuer seul une recherche bibliographique d'ouvrages et de documents. (Voir annexe n°2)

◆ *Dossiers d'Organismes de formation*

Sont regroupés au sein du centre de documentation tous les dossiers d'organismes français et étrangers travaillant dans le domaine du développement local et détenus par les différents secteurs du CIEDEL, dans un souci de centralisation et de suppression des doubles.

Chaque dossier comprend des documents destinés à promouvoir l'activité de la structure : plaquette, rapport d'activité, lettre d'information...

Ils sont classés par ordre alphabétique. Chaque fiche signalétique mentionne le domaine d'activité de la structure, les descripteurs thématiques, les lieux d'intervention, les noms des publications.

Il est prévu de réactualiser régulièrement les informations contenues dans ces dossiers et fichier en contactant chaque année toutes les structures signalées.

◆ *Classeurs sur «les métiers de l'humanitaire et du développement »*

Le CIEDEL documentation met à la disposition du public, plusieurs classeurs :

- Un, réalisé à partir des offres d'emploi dans le domaine du développement, et reçues directement des organismes demandeurs (Handicap International, Vétérinaires sans Frontière). Ce classeur contient également d'autres offres d'emploi provenant de revues spécialisées (Médecine du Monde, etc....).
- Un autre regroupant les articles de périodiques ayant pour thème le volontariat et l'expatriation.
- Un troisième sur les formations conduisant à un diplôme, les formations universitaires, les stages de sensibilisation, recherchés sur Internet ou demandés directement aux organismes de formations.

◆ *Les dossiers de presse par thème et par pays*

Deux sortes de dossiers de presse sont élaborées par le centre de documentation :

- Un dossier par thèmes, où les articles dépouillés proviennent des revues sélectionnées par la responsable et jugées utiles pour les usagers du centre, et sont classés directement dans des chemises.
- Un dossier par pays. Les articles dépouillés proviennent des revues publiées par les pays eux-mêmes ou de journaux internationaux qui consacrent des rubriques aux pays en voie de développement.

Malgré la reconnaissance de l'importance de la documentation par l'équipe du CIEDEL (formateur, enseignant, étudiant) le centre de documentation connaît des difficultés.

La grosse difficulté est d'ordre financier. Le budget d'acquisition est insuffisant au regard de la masse d'information publiée dans le domaine du développement et comparativement aux Organismes Non Gouvernementaux telles que BIOFORCE, HANDICAP INTERNATIONAL dont les centres de documentation traitent à peu près des mêmes domaines.

2.5. Le secteur de la recherche

Il s'occupe de la réflexion sur l'évolution de la situation des pays du tiers monde sur les théories et stratégies de développement en vigueur actuellement.

Il conçoit également des programmes de recherches et organise des rencontres et des travaux sur des thèmes liés au développement.

2.6. Réseau d'appui à la coopération décentralisée : RESACOOOP

Le programme RESACOOOP est mis en œuvre par le CIEDEL, en collaboration avec le réseau des ONG européennes agro-alimentaires et de développement (RONGEAD). Il est financé par la préfecture de Région Rhône-Alpes (crédits déconcentrés du Ministère des Affaires Etrangères) et le Conseil Régional Rhône-Alpes.

C'est un programme au service des collectivités locales de Rhône-Alpes engagées dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est.

Il s'adresse :

- Aux collectivités territoriales de Rhône-Alpes et à leur groupement (syndicats intercommunaux, districts, communautés de commune, etc.)
- Aux opérateurs locaux de Rhône-Alpes agissant ou souhaitant intervenir avec une collectivité locale : les opérateurs privés (ONG, associations, entreprises, etc.) ; les structures socioprofessionnelles (établissement consulaire, agences d'urbanisme, etc.) ; les organismes de formation (universités, formation continue, etc.).

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République française.

Le RESACOOOP publie :

- Un bulletin d'information sur la coopération internationale,
- Des fiches techniques sur la coopération décentralisée,
- La lettre du RESACOOOP.

Il gère les bases de données sur les actions de coopérations menées en Rhône-Alpes et sur les compétences disponibles en matière de coopération.

Il alimente le site Internet permettant l'accès à l'ensemble des informations collectées et produites. (Voir annexe n°3)

3. PARTENARIAT : RESEAU DES PARTENAIRES

Dans la plupart de ses activités, le CIEDEL travaille en partenariat avec les réseaux et associations de développement du Nord et du Sud, les collectivités locales, les Institutions de formations et de recherches en Europe et dans les pays du Sud, les bailleurs de fonds. Le CIEDEL a particulièrement contribué à la création de deux partenariats, l'un au Nord (le Groupe Initiatives), l'autre au Sud (le Programme Concerté de Formation).

3.1. Partenaires du Nord (Le Groupe Initiatives)

Dans le Groupe Initiatives, huit organisations sont associées pour faire valoir leurs points de vue et affirmer dans la pratique, une identité commune sur le développement. (Voir annexe n°4)

Composition du Groupe Initiatives

- ◆ **CICDA** : Centre International de Coopération pour le Développement Agricole
- ◆ **CIEDEL** : Centre International d'Etudes pour le Développement Local
- ◆ **CIEPAC** : Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté
- ◆ **GRDR** : Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le tiers monde.
- ◆ **GRET** : Groupe de recherche et d'Echanges Technologiques
- ◆ **IRAM** : Institut de recherches et d'application des méthodes de Développement
- ◆ **SOLAGRAL** : Solidarités Agricoles et Alimentaires
- ◆ **VSF** : Vétérinaires Sans Frontières

Quelques exemples de collaborations régulières et multiples entre les membres du groupe Initiatives

- ◆ En Bolivie, CICDA et Vétérinaires sans frontières collaborent dans le suivi et l'évaluation de leurs projets de développement, et se concertent pour la mise en place d'une structure d'appui méthodologique à leurs partenaires locaux.
- ◆ Dans le cadre du programme CIEDEL-Formation, des interventions ponctuelles ou de longue durée sont fournies par le CIEPAC, le GRET, l'IRAM et Vétérinaires sans frontières.
- ◆ Le CIEPAC a monté une collaboration étroite avec le CIEDEL pour la conception et la réalisation de son encyclopédie audiovisuelle sur le développement au Sahel (histoire, changements, enjeux et réponses).
- ◆ Après trois années de fonctionnement de sa cellule d'appui aux initiatives de base dans la région du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal), le GRDR a demandé à l'IRAM d'en évaluer l'impact.
- ◆ Au Cambodge, dans le cadre de son programme d'appui à l'agriculture paysanne, le GRET fait appel depuis plusieurs années aux compétences de l'IRAM (épargne) et de Vétérinaires sans frontières.
- ◆ Aux Comores, l'IRAM et le GRET sont coopérateurs d'un projet de financement local, financé par la Caisse française de développement et le ministère français de la Coopération.
- ◆ SOLAGRAL s'est assuré la collaboration de l'IRAM pour réaliser avec des équipes africaines des études sur le thème des politiques nationales et dynamiques des échanges de céréales et des produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest.
- ◆ Vétérinaires sans frontières a confié au CIEDEL l'évaluation de cinq années d'activités de développement des productions animales au Guatemala, ainsi que la formulation de propositions prospectives pour l'orientation à terme de l'action de VSF dans ce pays.

Les collaborations entre les membres du groupe Initiatives se manifestent aussi :

◆ Dans le domaine de l'information :

- échanges entre revues et magazines (Histoires de développement, Courrier de la planète, - - - Chroniques, Ruralter) de CIEDEL, SOLAGRAL, GRET, CICDA.

Editions (en particulier la collection «le point sur » du GRET).

◆ Dans l'animation de réseaux :

- collaborations permanentes des réseaux Stratégies alimentaires, Recherche-Développement, - Transformation des produits agricoles et alimentaires

3.2. Partenaires du Sud (Le Programme Concerté de Formation)

Le CIEDEL a mis en place avec des centres de formation professionnelle du Nord et principalement du Sud, un programme concerté de formation. Ce programme consiste à concevoir, exécuter et évaluer des modules courts de formation en partenariat avec plusieurs centres de formation du Sud et du Nord sur des thèmes et des modalités qui leur sont communs. Seuls les centres touchant un public ayant des origines et des implications professionnelles similaires à celle du CIEDEL ont été associés. Dans sa première phase, le projet a concerné les centres de formations suivants : le CESAO du Burkina-Faso, le centre Djoliba de Bamako au Mali, le FFF Malagasy Mahomby de Madagascar, le PREFED de la République Démocratique du Congo, l'APICA de Douala au Cameroun, l'ESCUELA PARA EL DESAROLLO du Pérou en Amérique latine, et le CIDES-UMSA de la Bolivie. (Voir annexe n°5)

Les membres du programme ont travaillé à l'élaboration de deux modules de formation : l'un sur la décentralisation et les pouvoirs locaux et l'autre sur l'appui à la création d'activités économiques.

Selon les thèmes des modules, d'autres centres dans d'autres pays sont susceptibles d'être concernés.

4. TRAVAIL ELABORE DURANT LE STAGE

4.1. Pourquoi ce travail ?

Lors d'une réponse du CIEDEL à une offre lancée par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire relative à la fourniture de services d'assistance technique, dans le cadre d'un programme de soutien à la Décentralisation, il a été nécessaire pour le CIEDEL d'élaborer très rapidement des fiches sur les missions effectuées dans ce domaine. Le temps passé à la réalisation de ce document a mis en évidence l'importance d'un outil prêt à répondre dorénavant aux appels d'offres. Il a été demandé au centre de documentation de produire un document sur tous les rapports de missions réalisés depuis dix ans afin de répondre efficacement aux nouvelles offres. Le centre de documentation disposait déjà d'un fichier «PROD» qui répertorie les missions. Mais les informations contenues dans ce fichier ne répondaient pas aux questions des demandeurs. Les données financières faisant défauts.

Il est nécessaire de créer un nouvel outil qui mette en exergue les domaines d'interventions du CIEDEL, les missions réalisées, le financement et les expériences acquises depuis 10 ans. Cet outil confidentiel reste un document interne au CIEDEL.

A partir du fichier « PROD » un autre document plus détaillé sera élaboré pour la recherche documentaire et mis à la disposition du public intéressé.

4.2. Mission du CIEDEL

Le CIEDEL effectue des missions en direction des pays du Sud et de l'Est.

Les missions proviennent de deux sources :

- ◆ D'appel d'offres : qui arrivent généralement des pouvoirs publics nationaux ou locaux et de quelques privés. Ces appels d'offres sont soit ouverts soit restreints.

Ouverts si les appels ont été publiés dans la presse ou sur Internet.

Restreints, si la sélection est faite et l'offre est remise directement.

- ◆ De gré à gré, dans ce cas il n'y a plus de concurrence. Le marché est remis directement à l'Institution ou au bureau choisi.

Une autre source de mission provient directement des propositions du CIEDEL pour son savoir-faire ou d'un organisme demandeur. Par exemple sur l'initiative du CIEDEL une mission a été faite au Mali sur «la formation de petits producteurs créateur d'entreprises»

Sur l'initiative d'un organisme demandeur tel que : Handicap International, une mission a été réalisée sur : «Evaluation d'un programme d'appui aux associations de Bangladesh »

Le tableau ci après détaille le nombre de missions effectuées depuis 1991 et les lieux où elles se sont déroulées. Soit 80 missions en tout dans 21 pays différents. Le plus grand nombre de missions s'est déroulé au Mali et en France. Le pays privilégié est en effet le Mali (29 missions, dont 10 en 1996), suivi par la France (12 missions). Ensuite viennent le Burkina Faso (5), le Rwanda et le Bénin (4), le Sénégal (3), puis la Bolivie, le Cameroun, la Chine, la Guinée, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, et le Tchad (2 missions dans chacun des pays), et enfin, le Cambodge, le Centrafrique, le Guatemala, Haïti, la Palestine, le Sahel et le Togo qui n'ont fait l'objet que d'une seule mission.

La majorité des missions se sont déroulées en Afrique, quelques unes en Amérique Latine , en Asie et en Palestine.

Pays	Missions								
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Bénin				1		3			
Bolivie						1		1	
Burkina Faso	2				1		1	1	
Cambodge						1			
Cameroun		1						1	
Centrafique				1					
Chine	2								
France	2	2	2	1	2		1	2	
Guatemala			1						
Guinée				1		1			
Haïti							1		
Mali		1		1	7	10	7	3	
Maroc		1			1				
Mauritanie						1	1		
Niger			1		1				
Palestine								1	
Rwanda			1	1	1	1			
Sahel								1	
Sénégal	1	1	1						
Tchad				1	1				
Togo		1							

4.3. Organisation du travail

Le travail a été scindé en deux parties.

La première partie a consisté à remplir des fiches descriptives de rapports de missions, contenant des champs suivants :

- **Titre de rapport** : En général ce titre est identique au titre de l'appel d'offres
- **Pays localisation** : Il identifie le pays dans lequel la mission a été réalisée, plus la localité. Par exemple, la mission sur les Micro réalisations sur la zone des lacs Tanda et Kabara, a eu lieu au Mali dans la 6^{ième} région qui signifie la zone des lacs Tanda et Kanara.
- **Maître(s) d'ouvrage** : Ce terme désigne en réalité le commanditaire.
- **Financement** : C'est-à-dire le nom du commanditaire ou d'un autre organisme selon le cas. Un Etat peut être le commanditaire et le financement est assuré par un organisme de développement.
- **Montant** : Il varie d'une mission à l'autre et peut être très important.
- **Nature du marché** : En général il s'agit d'un contrat entre deux parties. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Ce contrat fait l'objet d'une convention écrite qui respecte des clauses, à savoir :
 - *L'objet du contrat* qui définit la mission.
 - *Le cadre de l'étude* qui définit les prestations du consultant et les termes de référence.
 - *Les pièces contractuelles*, que sont le contrat, l'acte d'engagement, les termes de référence, et les offres techniques et financières.
 - *la durée du contrat* qui correspond à la durée de l'étude, à compter de la date de notification du marché.
 - *La source de financement*, l'organisme qui finance les prestations du consultant, et les modalités de paiement.
 - *Les rapports*, il s'agit dans ce cas du nombre de rapports à déposer. Soit un rapport provisoire, puis un définitif récapitulant les divers rapports d'étapes de la mission et le nombre de rapport final à produire.
 - *Le statut du consultant*
 - *Les droits et les obligations du consultant*, à savoir le meilleur soin à la réalisation de la mission et la prise à charge entière de ses experts.

- *L'obligation de l'administration*, lui donnant toutes les facilités requises pour l'obtention des renseignements et des informations nécessaires à l'accomplissement de la mission.
 - *La propriété des documents produits*
 - *La confidentialité*
 - *La modification et l'ajustement*, c'est-à-dire les modifications et les réaménagements en vue de rendre l'étude opérationnelle.
 - *Le régime fiscal et douanier*. Il est celui prévu par la convention de financement.
 - *Les réclamations et litiges*, qui peuvent se régler à l'amiable. Dans le cas contraire, ils font recours aux tribunaux compétents en la matière.
- **Maître(s) d'œuvre** : C'est le CIEDEL. Tous les rapports de missions réalisés ont été fait par le CIEDEL.
 - **Responsable de l'étude** : C'est un membre du CIEDEL ou, un de ses partenaires, puisque le CIEDEL, comme je l'avais signalé plus haut travaille en partenariat avec des associations ayant le même objectif, à savoir le développement local.
 - **Collaboration(s)** : Il peut s'agir dans certains cas des partenaires en France ou, de collaborateurs dans le pays où est organisée la mission.
 - **Description de la mission** : C'est ici que sont définis les objectifs précis de la mission. Des difficultés ont été rencontrées à ce niveau. En effet, certains rapports ne sont pas suffisamment précis sur les objectifs. Mais un entretien avec chaque responsable de mission m'a permis d'avoir des précisions complémentaires.
 - **Mots clés** : Ils ont été élaborés à l'aide du thesaurus RITIMO dont je vais parler plus loin.
 - Ces fiches remplies manuellement ont été saisies avec le logiciel de traitement de texte WORD. (Modèle de fiche en annexe n°6)
 - Ensuite les rapports ont été regroupés sous les rubriques suivantes qui précisent leur nature :
 - **Colloque** : Il n'y a qu'un seul rapport sur un colloque organisé par le CIEDEL.
 - **Diagnostic** : En général c'est une étude de préliminaire de terrain dans le pays où la mission a été conduite.
 - **Evaluation** : Cette étude est menée après la réalisation de la mission.

- **Formation** : Les programmes de formation sont proposés pour que les missions soient plus efficaces et, surtout pour un meilleur développement de la zone d'étude.
- **Recherche** : Peut de rapports ont porté sur cette rubrique.
- **Suivi-Appui** : Un suivi régulier de l'évolution de la mission permet de mesurer les problèmes rencontrés.
- La majorité des rapports concernent le diagnostic, l'évaluation, et le suivi. Ces rubriques permettent d'établir des liens entre les missions selon qu'il s'agit du diagnostic de l'évaluation de la formation ou du suivi.

Les fiches saisies seront imprimées, puis elles seront mises à la disposition de l'équipe du CIEDEL (pour un usage interne) dans un classeur; une disquette permettra à chacun de copier ce fichier dans son ordinateur, en attendant la mise en place de l'intranet.

Le fichier informatique sera transmis à celles et ceux qui en feront la demande. Une remise à jour annuelle est prévue.

Pour une visualisation très rapide des missions réalisées par le CIEDEL, un tableau synthétique des missions de 1991 à 1999 sera élaboré, et alimenté au fur et à mesure.

La seconde partie du travail a été de corriger les notices de chaque rapport de mission contenue dans le fichier PROD sous le logiciel «Texto»

Ensuite j'ai indexé les rapports à l'aide du thesaurus RITIMO. Certains documents étaient déjà indexés, il m'a fallu vérifier si les descripteurs correspondaient au contenu, pour les autres, c'est moi qui les ai indexés.

4.4. Réseau RITIMO et son Thesaurus

Le réseau RITIMO

RITIMO (Réseau d'information Tiers Monde) a été créé en 1985. C'est une association Loi 1901 qui est soumise à un conseil d'administration de 8 personnes. Une assemblée générale se réunit 2 fois par an, mais des commissions se réunissent régulièrement au cours de l'année. RITIMO est constitué de 45 centres de documentation sur le développement et la solidarité internationale. Un de ses objectifs est de faire connaître et de mettre en valeur les productions du Sud.

La base de données a été mise en place en 1988. Elle permet aux centres adhérents de promouvoir leur travail grâce à l'accès immédiat à une information pertinente et précise.

Treize centres de documentation alimentent cette base, huit d'entre eux sont équipés du logiciel «Texto» pour le traitement des informations, et les cinq autres du logiciel «Isis».

Le coordinateur du réseau RITIMO se trouve à Grenoble et celui de la base à Paris. La base compte environ 29 000 références. Elle augmente de 5 000 nouvelles références chaque année. 377 périodiques sont dépouillés par le réseau, chaque membre du réseau a un certain nombre de périodiques à dépouiller. Ce nombre varie en fonction des domaines d'intérêt du centre. Le CIEDEL s'occupe quant à lui du dépouillement de 29 revues. Pour l'alimentation de la base de données, chaque centre a un travail mensuel à faire.

L'alimentation de la base pour le CIEDEL, s'effectue de la manière suivante :
A la fin de chaque mois, la documentaliste saisit une trentaine de notices bibliographiques réalisées à partir des revues à dépouiller et des ouvrages reçus, à l'aide du logiciel Texto. Elle passe ces fiches à travers deux logotels de correction . Le premier appelé : « ERREUR » vérifie comme son nom l'indique les erreurs contenues dans les notices. Le deuxième du nom de : « COMPIND » vérifie les titres et les descripteurs. La documentaliste fait ensuite une sortie papier qu'elle envoie à un centre correcteur. Le centre correcteur renvoie ensuite la sortie papier et le CIEDEL saisit les corrections. La documentaliste transmet le fichier mensuel de travail par courrier électronique à la coordinatrice de la base à Paris. Cette dernière fusionne le tout avec le reste de la base. Elle renvoie cette fusion toujours par courrier électronique à chaque centre. C'est au centre d'ajouter à sa base RITIMO les nouvelles notices

Le thesaurus RITIMO

La version utilisée est celle de 1998 qui s'est enrichie de 70 nouveaux termes qui sont signalés dans la liste alphabétique par un astérisque.

Le thesaurus RITIMO se compose de 15 champs sémantiques ou chapitres à l'intérieur desquels les descripteurs sont hiérarchisés. Dans cette partie les renvois suivants se retrouvent :

Na (note d'application) : définition en cas d'ambiguïté

Va (voir aussi) : renvoi à un terme associé, permettant d'élargir une recherche

Mot-outil : permettant de caractériser un document (ex : REPERTOIRE)

Employer : pour les termes interdits, renvoi à un synonyme autorisé, soit à un terme générique, soit un synonyme.

Il se compose également d'une liste alphabétique des mots-outils et des termes spécifiques (organisations internationales, matières premières, peuples sans Etat, produits agricoles et alimentaires)

Il comprend aussi une liste alphabétique totale de tous les descripteurs, y compris les termes interdits renvoyant aux termes autorisés. Chaque terme peut être suivi des indications suivantes :

Chapitre : champ sémantique ou grand domaine auquel le terme appartient

Terme interdit : ne pas utiliser

Employer : renvoi à un synonyme autorisé pour les termes interdits

Terme générique : niveau supérieur

Terme spécifique : niveau inférieur

Voir aussi : descripteur voisin dans un autre chapitre

Note d'application : définition en cas d'ambiguïté

Tous les descripteurs sont à utiliser au singulier sauf les chapitres : GENERALITES, RELATIONS INTERNATIONALES, SCIENCES et le descripteur RELIGIONS DIVERSES.

Les descripteurs écrits en minuscules sont des termes interdits et ne doivent jamais être employés. Ils renvoient soit à un descripteur générique, soit à un "quasi synonyme".

4.5. Analyse et résumé sur les rapports de mission

. Analyse

Un autre travail sur le fichier « PROD » a été l'élaboration des résumés. En effet aucune notice de ce fichier ne possédait des résumés sur le contenu des rapports. Ce travail a pris énormément de temps parce que certains rapports étaient difficiles à résumer. Cette difficulté provenait du fait que les notices sur lesquelles j'ai travaillé n'étaient pas classées suivant l'ordre chronologique des missions réalisées. Par la suite

je me suis rendue compte qu'il y avait une suite bien définie dans le déroulement des missions à savoir :

- Une première étape de diagnostic de la zone d'étude
- Une deuxième étape qui est celle de la formation
- Une troisième celle de l'appui et finalement
- Une quatrième qui est celle du suivi ou de l'évaluation

Le résumé

Le résumé devait être informatif et complémentaire du titre, et des descripteurs. Aucune restriction ou limite ne m'était imposée quant au nombre de mots. Par conséquent leur longueur variait selon les informations que j'ai jugé utiles d'introduire, notamment sur la manière dont était abordé le sujet.

J'en ai élaboré au total 75 en français. 4 rapports ont fait l'objet d'un résumé en langue étrangère (espagnol, anglais) parce que la mission a été menée dans un pays anglophone ou hispanophone.

5. INTERET POUR LA STRUCTURE DE LA CONSTITUTION DE CES OUTILS

Depuis plusieurs années, le CIEDEL forme des ingénieurs du développement local. En complément de cette formation, il mène des actions de coopérations décentralisées avec des partenaires dans les pays du Nord et du Sud en particulier.

Si ces actions sont réalisées et consignées dans des rapports qui sont archivés au centre de documentation ou au secrétariat de la direction, des outils récapitulatifs de toutes les actions du CIEDEL réalisées depuis 10 ans font défaut.

Il était donc nécessaire pour le CIEDEL d'avoir une vision globale de toutes ses missions, et d'en constituer une mémoire. Le CIEDEL avait besoin d'avoir un accès d'information rapide et fiable sur ses missions.

La réalisation du premier outil d'un caractère confidentiel présente le savoir-faire du CIEDEL, et les compétences acquises. Les fiches de cet outil telles qu'elles sont structurées, élaborées, peuvent être jointes aux réponses aux appels d'offres

Le deuxième outil réalisé qui, est le fichier «PROD» sous le logiciel «Texto» est un outil de recherche sur le contenu de toutes les missions. L'accès aux informations peut être fait en interrogeant le logiciel sur des descripteurs, sur les titres des missions, par année, et par pays.

Ce fichier est considéré comme une mémoire pour les anciens acteurs du CIEDEL. En effet il permet de savoir les missions réalisées, les pays dans lesquels elles ont eu lieu, le responsable de l'étude et ses collaborateurs, les domaines d'interventions, les appuis, les évaluations, les suivis effectués, et les actions à mener dans le futur.

CONCLUSION

Ce stage a été très enrichissant pour moi. En effet il m'a permis de savoir ce qu'était le CIEDEL et de mieux comprendre le fonctionnement du centre de documentation dans le réseau RITIMO, ainsi que l'élaboration des produits documentaires.

Mais surtout le stage m'a également permis de voir comment fonctionne la coopération, les relations entre le Nord et le Sud dans le domaine du développement local.

Le contact avec le public et les étudiants a été très appréciable sur le plan relationnel.

Le fait d'avoir rédigé des résumés sur chaque rapport de mission, et d'avoir réalisé un outil –sous forme de fiches qui présente le savoir-faire du CIEDEL, m'a permis de faire un travail complet sur les missions, de mieux comprendre le fonctionnement du CIEDEL et son implication dans le développement local.

Ce stage me permettra de faire le même travail à l'Ecole Nationale d'Administration du Bénin dont le centre de documentation possède une trentaine de rapports de mission sur les collectivités locales. Les rapports y sont traités et classés dans des boîtes d'archives disponibles au magasin. La mise en valeur de ces rapports permettrait également à l'E.N.A d'avoir une mémoire des missions réalisées et de mieux vendre ses compétences.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire 1998-1999. Université Catholique de Lyon. 1998 – 1999.175 p. ISSN : 1154 – 9025

GROUPE INITIATIVES. *Analyses et enjeux communs.* 13 p.

PIROIRD Nathalie. Elaboration d'une bibliographie «développement population familiale». Rapport de stage : Maîtrise de documentation : Lyon III, 1995. 47p.

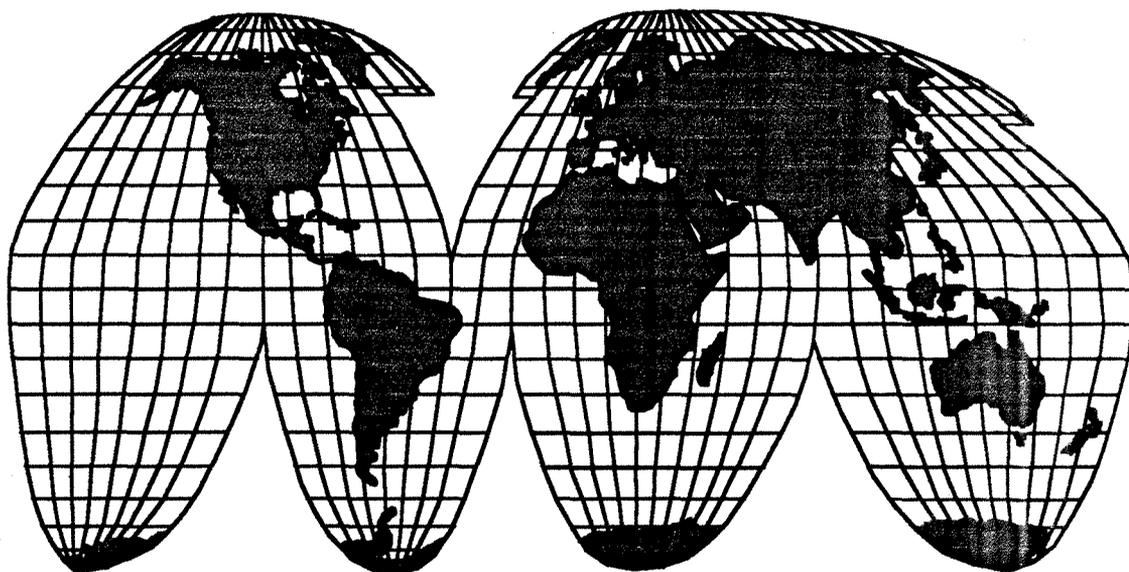
VOUILLOUX Isabelle. *Réflexion sur un projet spécifique : une cellule d'information pour ceux qui envisagent de s'investir dans la solidarité internationale.* Mémoire : Maîtrise de documentation : Lyon III. 39 p.

LISTE DES ANNEXES

- 1 Index thématique du bulletin bibliographique**
- 2 RESACOOOP**
- 3 Groupe initiatives**
- 4 Liste des partenaires du Sud**
- 5 Proposition de fiche descriptive des rapports de Mission**



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE



2ème trimestre 1999

SOMMAIRE

	<i>page</i>
AGRICULTURE	2
CULTURE	17
DEVELOPPEMENT	25
ECONOMIE	34
ENVIRONNEMENT	74
GENERALITES	82
IDEOLOGIE	84
INFORMATION	86
PAIX	87
POLITIQUE	93
RELATIONS INTERNATIONALES	132
RELIGION	150
SANTE	151
SCIENCES	154
SOCIETE	156
INDEX	169
INDEX AUTEURS	
INDEX THEMATIQUE	
INDEX GEOGRAPHIQUE	

**Les références qui suivent sont extraites de la base de données
du réseau RITIMO. Les documents cités sont consultables au
CIEDEL Documentation.**

AGRICULTURE

1. Guide d'aide à la décision en agroforesterie

MARY, Fabienne (sous la dir. de); BESSE, François (sous la dir. de).

PARIS, COOPERATION FRANCAISE; CTA; GRET, 2 VOL., 1996, P. 301, P. 284, (FRE)

[Le second volume a pour sous-titre : Fiches techniques. Bibliographie, schémas, graphiques, dessins, tableaux.]

MONDE /

AGRICULTURE; PRODUCTION AGRICOLE; FORET; METHODOLOGIE; MATERIEL PEDAGOGIQUE; AGROFORESTERIE; DEVELOPPEMENT RURAL; ETUDE DE CAS; PROJET DE DEVELOPPEMENT; ENQUETE; PLANIFICATION; EVALUATION

"Ce livre en deux tomes présente des informations, des données techniques, des exemples d'améliorations possibles, des expériences susceptibles d'apporter une aide pratique et quotidienne à tous ceux qui sont engagés, de par leur profession, dans des interventions d'agroforesterie. C'est un ouvrage de synthèse qui fournit des références méthodologiques aussi bien sur l'organisation de pépinières que sur la définition et la mise en oeuvre participative de projets avec la population rurale." (Résumé de l'éditeur). (CIEDEL)

CIE 25521

2. Les jeunes en agriculture

GRAIN DE SEL, n° 12, 1999/03, P. 10-23, (FRE)

[Dossier comprenant notamment les articles suivants :

- * Cannabis sous cacao
- * Jeunes diplômés sur périmètres irrigués
- * Une aide contre l'exode
- * Dur d'être jeune
- * La formation, une exception]

AFRIQUE; BURKINA FASO; COTE D'IVOIRE; MALI; MADAGASCAR; FRANCE; VIETNAM; GUINEE; SENEGAL; CAMEROUN; PARAGUAY /

PRODUCTION AGRICOLE; ACCES A LA TERRE; COOPERATIVE; TECHNIQUE AGRICOLE; JEUNE; FORMATION; CREDIT

Ce dossier met en lumière les problèmes rencontrés par "les jeunes" pour devenir agriculteurs et réussir à se maintenir dans ce secteur économique, de la France au Mali comme du Paraguay au Vietnam. Les difficultés du jeune africain qui doit attendre son mariage pour obtenir une parcelle de terre, des jeunes ivoiriens abandonnant le cacao en crise pour cultiver le cannabis, des diplômés en droit incités à cultiver la terre pour resorber le chômage au Mali; ce sont quelques exemples des expériences décrites dans ce dossier. (IRFED)

3. Garnelen, Shrimps & Co Crevettes, scampis et compagnie

THOME, Sophie.

BRENNPUNKT DRETT WELT

n° 175, 1998/09, P. 26-29, (GER)

[Des cartes sur le commerce mondial des crevettes et sur les zones de production en Inde.]

INDE; SOUS CONTINENT INDIEN; ASIE DU SUD EST; EXTREME ORIENT; MONDE /
PRODUCTION AGRICOLE; AQUACULTURE; CULTURE D'EXPORTATION; COMMERCE INTERNATIONAL; PECHE; DESEQUILIBRE ECOLOGIQUE; DEGRADATION DU SOL; POLLUTION; PAYSANNERIE; MOUVEMENT POPULAIRE

La consommation de crevettes et de produits dérivés a connu un véritable boom dans les pays riches à partir des années 80, provoquant une explosion de la production en Inde et dans l'Asie du Sud-Est. Aquaculture et riziculture pratiquées traditionnellement en alternance sont bouleversées par une production de masse aux conséquences sociales et écologiques néfastes. Des mouvements de protestation se sont développés en Inde, mais le problème est mondial et demande une prise de conscience de la part des consommateurs. (INFODEV)

RESACCOOP

RESEAU D'APPUI A LA COOPERATION EN RHONE-ALPES

Un programme au service des Organisations de Rhône-Alpes engagées dans des projets de coopération avec les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est

RESACCOOP est né en 1994 :

de la volonté commune de l'Etat et de la Région Rhône-Alpes

- de répondre aux besoins des organisations de Rhône-Alpes impliquées dans des actions de coopération internationale
- d'accompagner une double évolution du monde de la coopération : l'émergence de nouveaux champs d'intervention et de nouveaux acteurs

Il est financé par le Conseil Régional Rhône-Alpes et par la Préfecture de Région Rhône-Alpes (crédits déconcentrés du Ministère des Affaires Etrangères)

RESACCOOP s'adresse à toutes les organisations de la Région Rhône-Alpes qui souhaitent nouer ou renforcer des relations de coopération et de partenariat avec des organisations des pays en développement et en transition économique :

- Collectivités locales
- Associations et organisations non gouvernementales
- Secteur privé (entreprises, banques, mutuelles, etc)
- Organisations socio-professionnelles (établissements consulaires, agences d'urbanisme, etc)
- Organismes de formation (Universités, formation professionnelle et continue)
- Hôpitaux, écoles, lycées, organismes socio-culturels, etc.

RESACCOOP remplit deux missions principales :

➤ **INFORMATION**

- Réunions d'information sur la coopération internationale "à la demande"
- Diffusions de fiches techniques
 - Dispositifs administratifs de la coopération
 - Actions, méthodes et outils de la coopération
 - Les financements publics de la coopération et leurs procédures
- Gestion de bases de données
 - sur les actions de coopération menées en Rhône-Alpes
 - sur les compétences disponibles en matière de coopération
- Bulletin de liaison bimestriel : La Lettre de RESACCOOP
- Site Internet permettant l'accès à l'ensemble des informations collectées et produites par RESACCOOP.

➤ **CONSEIL ET APPUI AUX PROJETS**

- Conseil et appui individualisés
 - à la définition d'actions de coopération
 - à la recherche de compétences et de partenaires
 - au montage de dossiers techniques et financiers
 - à la gestion des relations avec les partenaires
 - à l'identification des bailleurs de fonds potentiels
- Réunions thématiques trimestrielles et échanges d'expériences
 - par zone géographique : Sénégal, Roumanie, Pourtour Méditerranéen, etc
 - par thème : démocratie locale et décentralisation, coopération économique, la coopération dans le domaine de la santé, etc
- Montage de programmes d'actions associant plusieurs opérateurs dans une même zone ou autour d'une même approche
- Connexion avec les réseaux d'opérateurs techniques régionaux, nationaux, internationaux

Qu'est-ce que la coopération internationale ?

La coopération internationale recouvre l'ensemble des actions qui contribuent au développement institutionnel, économique, social et culturel des pays les moins favorisés.

Restée longtemps l'apanage des Etats, elle implique aujourd'hui une grande diversité d'acteurs non gouvernementaux, aux compétences et savoir-faire variés et complémentaires.

A travers les relations d'échanges et de partenariat qu'elle génère, elle apporte son concours au renforcement de la démocratie et du dialogue entre les peuples.

RESACCOOP travaille avec une grande diversité d'acteurs :

AFPI, Collectif des associations de développement de Rhône-Alpes, Cités Unies France, CGPME, Conseils Généraux, Fédération des œuvres laïques, Humacoop, Opération Villages Roumains, Programme Solidarité Eau, réseau SOLIDAIRE, Université Pierre Mendès France...

Fonctionnement

Le programme RESACCOOP est mis en œuvre par des équipes expérimentées :

- Le Centre International d'Etudes pour le Développement Local (**CIEDEL**), Institut de l'Université Catholique de Lyon
- Le Réseau des ONG Européennes sur l'Agroalimentaire, le Commerce, l'environnement et le Développement (**RONGEAD**)

Vos contacts à RESACCOOP :

- Corinne Lajarge, responsable de programme
- Rose-Marie Di Donato, chargée de mission
- Jean-Marc Perrier, chargé de mission
- Bernard Husson, chargé de mission
- Isabelle Taine, Secrétaire

30, rue Sainte-Hélène, 69 002 LYON

Tel : 04 78 42 96 82

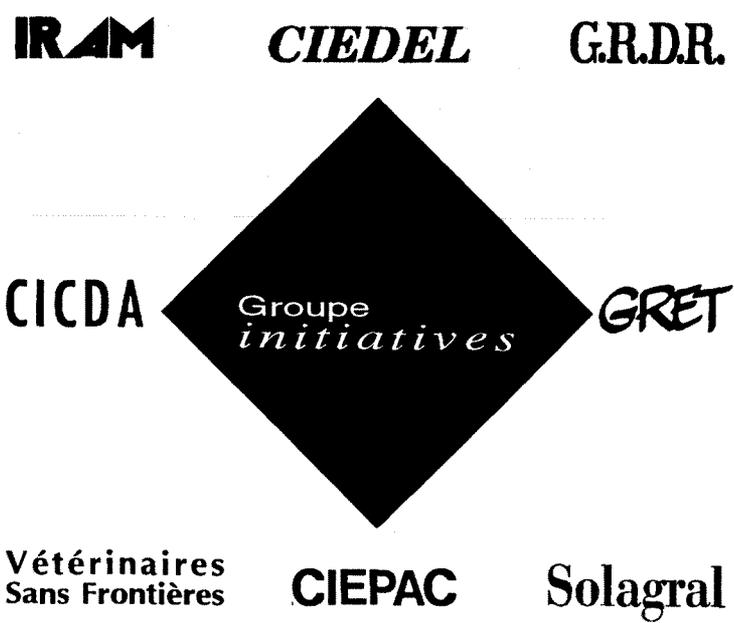
Fax : 04 72 41 99 88

E.mail : mail@resacoop.org

site web : <http://www.resacoop.org>

Groupe
initiatives

**Des associations
de coopération internationale et
d'appui au développement s'unissent
pour réfléchir, agir et proposer.**



- ◆ **CICDA**
CAP 122
67 rue Robespierre 93558 Montreuil cédex
Tél. : (1) 48 51 69 90. Fax : (1) 48 51 52 73

- ◆ **CIEDEL**
Université catholique de Lyon
30 rue Sainte Hélène 69002 Lyon
Tél. : 78 37 83 24. Fax : 72 41 99 88

- ◆ **CIEPAC**
Atrium 45, 663 avenue de la Pompignane
34170 Castelnau-le-Lez
Tél. : 67 79 60 11. Fax : 67 72 99 76

- ◆ **GRDR**
8 rue Paul Bert 93300 Aubervilliers
Tél. : (1) 48 34 95 94. Fax : (1) 48 34 01 67

- ◆ **GRET**
213 rue La Fayette 75010 Paris
Tél. : (1) 40 05 61 61. Fax : (1) 40 05 61 10

- ◆ **IRAM**
49 rue de la Glacière 75013 Paris
Tél. : (1) 43 36 03 62. Fax : (1) 43 31 66 31

- ◆ **SOLAGRAL**
11 passage Penel 75018 Paris
Tél. : (1) 42 51 11 00. Fax : (1) 42 51 18 29

- ◆ **VÉTÉRINAIRES SANS FRONTIÈRES**
14 avenue Berthelot 69361 Lyon cédex 07
Tél. : 78 69 79 59. Fax : 78 69 79 56

LISTE DES CENTRES DE FORMATION

NOMS - ADRESSES	Télécopie	Téléphone
CESAO 01 B.P. 305 BOBO DIOULASSO B.Faso Rosalie OUOBA - Sarah TYADI (M.) <i>J. DIÉNE</i>	226.97.08.02	226.97.23.06
CENTRE DJOLIBA B.P. 298 BAMAKO MALI Augustin CISSÉ	223.22.46.50	223.22.83.32 <i>djoliba@malinet.ml</i>
FFF MALAGASY MAHOMBY B.P. 1385 FIANARANTSOA 301 MADAGASCAR - J.B. RAKOTOZAFY HARISON	261- 20 22.359.05 ou s/c IREDEC 20.44.487 64	<i>207550539</i> <i>Tana</i>
PREFED 12, avenue de la Paix B.P. 61 KINSHASA 1 R.D. CONGO Tulomba VEZA	243.88.43.527 <i>Tel/fax</i>	
APICA B.P. 5946 DOUALA Ousmane KORNIO - Jean MBALLA MBALLA MEL : <i>apica@camnet.cm</i>	237.37.04.02	237.37.04.05
ESCUELA PARA EL DESARROLLO CALLE MIGUEL SOTO VALLE, 247 MAGDALENA DEL MAR LIMA 17 PEROU Luis SOBERON - Enrique QUEDENA	51. 1. 264.1069	
[CIDES-UMSA Av. Hernando Siles 4566 / LA PAZ BOLIVIE] Raul PRADA	591.2. 786.169	591.2 783.494

Date de rédaction de la fiche :

PROPOSITION DE FICHE DESCRIPTIVE DES RAPPORTS DE MISSION

Titre du rapport:

Pays + localisation:

Maître(s) d'ouvrage:

Financement(s) :

Montant :

Nature du marché: Ouvert - Restreint - Gré à gré

Maître(s) d'œuvre :

Responsable(s) de l'étude:

Collaboration(s):

DESCRIPTION DE LA MISSION :

--

MOTS-CLES :